

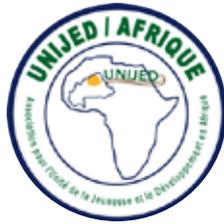


*Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique (UNIJED/AFRIQUE)*

RAPPORT annuel 2021

**« La jeunesse au service
du développement humain durable »**





*Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique (UNIJED/AFRIQUE)*

RAPPORT annuel 2021

**« La jeunesse au service
du développement humain durable »**

TABLE DES MATIÈRES

Sigles & abréviations	5
Mot du Secrétaire Exécutif	6
Historique de l'UNIJED/Afrique	8
Qui sommes-nous ?	8
1. Projets mis en oeuvre	13
1.1. Programme d'Appui au Développement Sanitaire au Burkina (PADS)	14
1.2. Fourniture, dans un cadre communautaire sain et assaini, de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons) affecté-e-s par les situations d'urgence dans les provinces de l'Oudalan communes de Gorom-Gorom, Markoye, Deou, Oursi, Tin-Akoff, et du Séno communes de Gorgadji, Dori (région du Sahel)	16
1.3. Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communes de Mopti au Mali et de Soum au Burkina Faso	21
1.4. Projet continuum de services vih au profit des personnes déplacées internes et réfugiées dans les zones touchées par l'insécurité au Burkina Faso	25
1.5. Mise en œuvre de lutte contre le SIDA, les IST et le VIH au profit des jeunes et adolescents dans la commune de dori	28
2. Nos partenaires en 2021	33
3. Difficultés rencontrées	35
4. Acquis & perspectives	37
4.1. Acquis	42
4.2. Perspectives	42
5. Situation financière	39
6. Système et organisation comptable mis en place	41
6.1. Organisation comptable	42
6.2. Système comptable mis en place	42
6.3. Situation financière au 31/12/2021	42
6.4. État d'avancement financière de la mise en oeuvre des projets	42
Conclusion	45

SIGLES & ABRÉVIATIONS

A2N	: Association Nodde Noto
AERD	: Association pour l'Éveil, la Responsabilisation et le Développement
BFRP	: Burkina Faso Regional Program
BCP	: Bulletin Communautaire de Performance
CECI	: Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale
CNT	: Conseil National de Transition
CCPE	: Cellule Communautaire de Protection de l'Enfant
CONASUR	: Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
DRC	: Conseil Danois pour les Réfugiés
EAE	: Espace Ami des Enfants
EAGFA	: Enfants Enrôlés dans les Actions des Groupes et Forces Armés
ENA/ES	: Enfant Non Accompagné/Enfant Séparé
eTME	: Élimination de la Transmission Mère Enfant
FDS	: Force de Défense et de Sécurité
GOA	: Groupe d'Opposition Armée
HPD	: Document de programme humanitaire
IEC/CCC	: Information Éducation Communication/Communication pour le Changement de Comportement
IRC	: International Rescue Committee
MATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MATD/CS	: Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
NFM	: Nouveau Mécanisme de Financement
OCHA	: Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	: Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADEL	: Programme d'Appui au Développement des Économies Locales
PADS	: Programme d'appui au Développement Sanitaire
PARIC	: Programme d'Appui à la Résilience des Communautés
PCAS	: Plan Conjoint d'Amélioration de Santé
PDI	: Personne Déplacée Interne
PNDS	: Plan National de Développement Sanitaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSOUM	: Province du Soum
PUS	: Programme d'Urgence pour le Sahel
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
SSR	: Santé Sexuelle et Reproductive
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VBG	: Violence Basée sur le Genre

MOT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF



Le Burkina Faso, à l'instar de certains pays de la sous-région ouest-africaine, est confronté à des crises multiples et multi-dimensionnelles caractérisées par l'instabilité sociopolitique, la crise sécuritaire et humanitaire aiguë et leurs corolaires.

Le Burkina Faso a, au cours de cette année, continué d'enregistrer de manière croissante, jusqu'à la fin de l'année, le nombre de déplacés internes dû aux conflits communautaires, aux attaques des GOA.

Au 31 décembre 2021, on dénombrait, selon le Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), 1 579 976 Personnes déplacées au Burkina Faso.

Les régions du Centre-Nord, du Sahel, du Nord et de l'Est, viendraient en tête respectivement avec 566 132 personnes, 512 916 personnes, 166 367 personnes, 147 990 personnes.

La région du Sahel a été fortement marquée au cours de cette année par une série d'événements les plus dramatiques de son histoire qu'on ne peut passer sous silence.

En effet, toutes les provinces de la région ont enregistré de tragiques événements mais les plus emblématiques qui ont soulevé le tollé sont :

- le drame de Solhan dans la province du Yagha intervenu dans la nuit du 4 au 5 juin 2021 dont le bilan officiel dressé par l'État faisait état de 132 victimes civiles ;
- l'attaque du convoi du détachement d'Arbinda entre Gorgadji et ladite localité dans la province du Soum, le 20 août 2021, qui a coûté la vie à 65 civils et 15 gendarmes ;
- l'attaque du détachement de la mine d'Inata, toujours dans le Soum, le 14 novembre 2021, dans laquelle 54 gendarmes ont péri. Ladite attaque a provoqué une onde de choc et heurté la sensibilité de plus d'un.

Tous ces événements ont eu des répercussions négatives sur la situation socio-économique des communautés de ces localités. Que dire des pertes en vies humaines, du déplacement massif des populations, de l'effritement du tissu social, de la destruction des actifs

et moyens d'existence des communautés durement éprouvées par la crise sécuritaire et sanitaire liée à la COVID-19 ?

Face à cette situation, l'État et ses partenaires habituels dont le Système des Nations unies, la coopération bilatérale, les ONG internationales, les ONG locales/nationales, l'ensemble de ceux qui interviennent dans l'action humanitaire ont apporté des réponses diverses pour soulager la souffrance des populations désespérées quotidiennement.

Notre organisation, UNIJED/Afrique, avec le concours de ses partenaires techniques et financiers, a pu aussi travailler aux côtés de l'État et des ONG internationales et locales afin d'apporter sa part contributive à l'amélioration des conditions socio-économiques des ménages de ces zones d'interventions. Ces actions ont porté essentiellement sur la protection de l'enfance, la protection transversale, la santé, l'autonomisation des jeunes et des femmes.

C'est le lieu pour moi de traduire toute ma gratitude, celle de toute la structure que je porte pour la confiance renouvelée de nos partenaires habituels, leurs accompagnements, leurs orientations, leurs avis et conseils qui nous ont permis de conduire avec sérénité nos actions à l'endroit de nos bénéficiaires.

Je leur rassure encore une fois de notre disponibilité, de notre engagement, de notre détermination et de l'espoir à travailler ensemble, en mutualisant nos intelligences, nos ressources pour contribuer à l'amélioration sensible des conditions de vie des populations, et partant de leur épanouissement.

Aux partenaires qui nous tendent la main pour de possibles cheminement dans le futur, nous leur témoignons notre disponibilité et notre engagement à œuvrer ensemble pour l'atteinte de nos différentes missions dans le respect mutuel et le respect des engagements de chaque partie.

Pour terminer, à l'orée de cette nouvelle année, je formule les vœux de santé, de paix, de sécurité, de quiétude retrouvée pour notre chère patrie, le Burkina Faso.

Puisse Allah veiller sur le Burkina Faso et tous les pays en proie aux violences de tous ordres.

Bonne et heureuse année 2022.

Ismaël TRAORÉ

Historique de l'UNIJED/Afrique

L'UNIJED/Afrique, jadis UNIJED/Soum, est née de la volonté d'un groupe d'individus en 2009, composé d'élèves, d'étudiants, de jeunes commerçants et de certains fonctionnaires qui ont compris que le développement local passait forcément par des actions concertées et non isolées, et ont donc décidé de porter sur les fonts baptismaux, l'Union des Jeunes pour le Développement du Soum (UNIJED/Soum) qui deviendra plus tard l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique).

Très vite, plusieurs actions sont organisées par ces jeunes et femmes qui ont décidé d'associer leurs efforts pour combattre les fléaux (l'ignorance, les maladies parasitaires, le chômage...) qui minent le développement de la province du Soum qui pourtant regorge d'importantes potentialités.

Les premières actions sont orientées dans les secteurs de la santé, de la formation et de l'éducation, notamment la lutte contre l'ignorance à travers la sensibilisation et le plaidoyer pour une inscription massive des fils et filles de la localité à l'école afin de faire d'eux les futurs bâtisseurs de la nation burkinabè.

Sur le plan sanitaire, l'association va pleinement s'impliquer dans la lutte contre la pandémie du VIH-SIDA, les IST et les pathologies les plus fréquentes.

Des actions de communication pour le changement de comportement (causerie, conférences, théâtre-fora...) sont organisées dans les secteurs, les quartiers, les établissements secondaires et dans certains départements.

À la faveur de la loi 64-2015/CNT du 20 octobre 2015 portant liberté d'association, l'organisation va connaître une profonde mutation en optant pour une vision panafricaniste, en révisant ses objectifs et en ouvrant progressivement des bureaux dans certaines régions du pays. L'une des ambitions est l'ouverture de missions pays dans certains pays voisins afin de se positionner en véritable force de proposition et d'opérationnalisation face à certaines préoccupations du siècle, et apporter des réponses coordonnées structurantes, concertées et orientées aux communautés bénéficiaires.

Qui sommes-nous ?

L'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique) est une organisation nationale à but non lucratif de droit burkinabè créée en octobre 2000. Elle a été officiellement reconnue pour la première fois le 26 octobre 2000 sous le n°2000/008/MATD/PSUM/SG/ conformément à la loi n°10/92 ADP du 15 décembre 1992, portant libertés d'association au Burkina Faso.

Avec le renouvellement des structures associatives suivant la loi 2015/CNT du 20 octobre 2015, l'UNIJEED est enregistrée sous de récépissé N°0000493501/MATD/CH.

Depuis plus de deux décennies, nous nous efforçons d'améliorer les conditions de vie de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes, de contribuer au renforcement des droits des femmes, des petites filles et des petits garçons dans certaines régions du Burkina Faso.

Nous recherchons un monde épris d'équité, de justice, de paix parce que les pays du monde, y compris le Burkina Faso, ont ratifié la convention internationale des droits humains qui stipule : « Tous les hommes naissent libres et égaux en droit ». L'accès aux ressources, à la santé, à l'éducation et au travail est un droit de tous.

Le siège social est fixé à Djibo dans la province du Soum.

Trois bureaux régionaux sont opérationnels dont le bureau régional du Sahel (Dori), celui du Nord (Ouahigouya) et celui du Centre (Ouagadougou).

L'ouverture des bureaux du Centre-Nord (Kaya) et du Sud-Ouest (Gaoua) sont en perspective.

Nos structures de gouvernance :

L'Assemblée générale :

- Elle est l'instance suprême qui regroupe tous les membres ;
- Elle examine le rapport moral, financier et d'activités, définit les grandes orientations ;
- Elle examine et approuve les demandes d'adhésion et élit les membres du Conseil d'Administration chaque trois ans ;
- Elle se réunit une fois par an sur convocation de son président ou à la demande des 2/3 de ses membres.

Le Conseil d'Administration :

- C'est l'organe d'exécution de l'Assemblée générale ;
- Il est composé de 5 administrateurs dont 1 président et 1 vice-président et trois autres personnes ;
- Les membres sont élus pour un mandat de 3 ans renouvelable une fois ;
- Le CA se réunit une fois tous les six mois ou en session extraordinaire à la demande de son président ou des 2/3 de ses membres.

Le Secrétariat Exécutif :

- Il est l'organe technique de gestion et de pilotage de l'organisation ;
- Il est dirigé par un Secrétaire exécutif qui assure la mise en œuvre quotidienne des activités de l'organisation, sous la direction du Conseil d'Administration.



Notre vision

Parvenir à un monde épris de paix, d'équité et de justice pour tous.



Notre mission

Contribuer à l'accès universel à la santé, à l'éducation, à la formation et à la sécurité alimentaire pour tous.

Nos objectifs

- Renforcer le plaidoyer pour l'amélioration de l'accès et la qualité des soins médicaux ;
- Renforcer la résilience des communautés face aux situations d'urgence (épidémie, crise socio-sécuritaire, inondations, famine...)
- Contribuer à la promotion de la cohésion sociale et du vivre-ensemble ;
- Promouvoir l'éducation et la formation professionnelle des jeunes et des femmes ;
- Contribuer au renforcement de la gouvernance politique, économique et sociale à travers la veille et le contrôle citoyens ;
- Contribuer au renforcement et à la valorisation des droits humains.

Nos valeurs



Professionnalisme



Intégrité



Transparence



Solidarité



Humanisme

Nos secteurs d'intervention



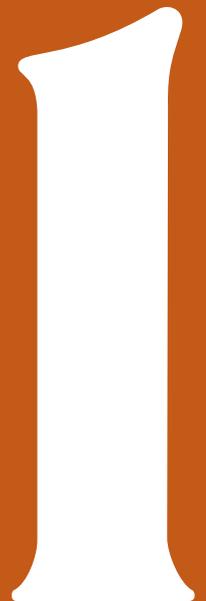
Nos zones d'intervention

- Région du Sahel (Soum, Séno, Oudalan, Yagha)
- Région du Nord (Yatenga, Loroum, Passoré)
- Région du Centre (Arrondissement 9)



**NOS
RÉALISATIONS
EN 2021**

1. PROJETS MIS EN OEUVRE





1.1. Programme d'Appui au Développement Sanitaire au Burkina (PADS)

Le PADS est une initiative conjointe du Ministère de la Santé et de certains partenaires au développement. Son objectif principal est de contribuer au financement performant de la mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire. Ce programme vise aussi, de façon spécifique, à contribuer de manière significative, à la mobilisation des ressources financières pour une mise en œuvre efficace et efficiente des interventions programmées dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), et à assurer la mise en place de mécanismes fonctionnels pour une gestion rationnelle des ressources financières à tous les niveaux du système de santé.

Dans un contexte de rareté des ressources et pour assurer la politique gouvernementale relative à la gratuité des soins, le PADS finance prioritairement les activités de prévention et de prise en charge des maladies de la mère et de l'enfant, et améliore la qualité des cadres de concertation et de dialogue dans le secteur de la santé.



Durée :
12 mois (de janvier
à décembre 2021)



Budget :
9 030 028 FCFA



Financement :
Fonds mondial,
budget de l'État

Ce financement se fait à travers des structures nationales qui sont recrutées comme Bénéficiaires Principaux (BP), ensuite des Bénéficiaires Secondaires (BS) et au niveau opérationnel par les Organisations à Base Communautaire d'Exécution (OBC-E) qui sont les acteurs de mise en œuvre des interventions au profit des communautés.

Les actions de l'UNIJED/Afrique en tant que OBC-E ciblent le district sanitaire de Dori, précisément dans la commune de Bani. L'expertise de l'UNIJED/Afrique a été sollicitée pour conduire des activités de sensibilisation sur le paludisme au profit des populations des 56 villages que compte cette commune.



En 2021, le Burkina Faso, à l’instar de plusieurs pays du monde entier, a connu sa deuxième année consécutive de la pandémie de COVID-19 avec la détection de plusieurs variants, qui a impacté les pays à plusieurs niveaux.

Les activités ont essentiellement porté sur la sensibilisation des populations sur les manifestations de la maladie ainsi que les mesures barrières. Aussi, les activités régaliennes sur la lutte contre le paludisme, notamment les causeries éducatives, les théâtres-fora, les projections cinématographiques, ont été réalisées au profit de la population.

Les données chiffrées nous donnent le point suivant :



788 causeries éducatives réalisées sur la COVID-19



300 causeries éducatives réalisées sur le paludisme



16 projections cinématographiques sur le paludisme ont été faites



01 théâtre-forum sur le paludisme a été réalisé

Cela a permis de sensibiliser :

7 002 personnes dont 5 619 femmes pour le paludisme

85 personnes dont 75 femmes touchées par le théâtre-forum

15 153 personnes dont 8 424 femmes pour la COVID-19

809 personnes dont 675 femmes touchées par les projections cinématographiques

I.2. Fourniture, dans un cadre communautaire sain et assaini, de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence dans les provinces de l'Oudalan (communes de Gorom-Gorom, Markoye, Déou, Oursi, Tin-Akoff) et du Séno (communes de Gorgadji, Doré)



Durée :

6 mois (de juillet à décembre 2021)



Budget :

87 571 840 FCFA



Financement :

UNICEF

Depuis 2015, le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent causée par des violences armées répétées, notamment à l'encontre de civils, qui a eu pour corolaire un déplacement massif des populations, des pertes en vies humaines, le faible fonctionnement de certains services sociaux de base (écoles, formations sanitaires), la fermeture totale de certains services étatiques (agriculture, élevage, foresterie, police, gendarmerie...) et un impact négatif sur le développement socioéconomique. Selon le CONASUR, au 31 décembre 2021, on dénombrait 1 501 775 PDI, soit 53% de femmes et 62% d'enfants qui demeurent les couches sociales les plus affectées, donc exposées aux pires formes de traitement, aux abus et exploitations, à l'enrôlement des groupes et forces armés.



Face à cette situation sécuritaire et humanitaire sans précédent, le Gouvernement burkinabè a adopté, en février 2021, son plan de riposte humanitaire qui cible près de 2,9 millions de personnes dans les régions à fort défi sécuritaire. L'accompagnement de l'État se fait à travers l'élaboration et la mise en œuvre de projets et programmes comme le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF) et le Programme d'Appui au Développement des Économies Locales (PADEL) qui bénéficient du soutien des partenaires au développement.

Les régions qui accueillent le plus de PDI sont le Centre-Nord (566 132 personnes), le Sahel (512 916 personnes), le Nord (166 367 personnes) et l'Est (147 950 personnes). Source : CONASUR, 31 décembre 2021

Ces PDI forment des ménages pour la plupart vulnérables avec la présence massive d'enfants en bas âge parmi lesquels des enfants séparés et non accompagnés, des enfants chefs de ménage et vivant avec un handicap, des orphelins et autres enfants vulnérables. Les PDI sont pour la plupart sans revenus et vivent dans des conditions de vie précaires et difficiles.

Dans un tel contexte, l'exposition des enfants à la violence est de plus en plus exacerbée. Près de 25% des enfants âgés de 0 à 17 ans souffrent de violence physique, d'abus et d'exploitation divers, tandis que la violence psychologique affecte plus d'un enfant sur quatre âgé de 0 à 17 ans.

La fermeture des écoles et des centres de santé dans plusieurs localités, la promiscuité et l'inadéquation de certaines infrastructures exposent les enfants, en particulier les filles, à des risques de violence basée sur le genre, d'abus et d'exploitation sexuels.

Face à cette situation des PDI et populations hôtes, le Gouvernement burkinabè a adopté, en février 2021, son plan de riposte humanitaire qui cible près de 2,9 millions de personnes dans six régions du Burkina Faso.

Dans l'optique d'accompagner la mise en œuvre de ce Plan et afin de poursuivre la continuité de la réponse aux PDI et aux populations hôtes dans ses zones prioritaires, l'UNICEF soutient le Gouvernement du Burkina Faso à travers le recrutement de partenaires pour la mise en œuvre d'activités au profit des enfants et des familles affectés par les situations d'urgence et la COVID-19 dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord et du Centre-Est.



L'UNIJED/Afrique, organisation de droit burkinabè œuvrant pour un monde épris de paix, d'équité et de justice, a été recruté pour conduire ledit projet dans la région du Sahel.



L'objectif général du projet était de contribuer à la fourniture de services de prévention et de protection aux filles et aux garçons affecté-e-s par les situations d'urgence dans les provinces de l'Oudalan, du Soum et du Séno.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont :

- fournir des services communautaires de santé mentale et de soutien psychosocial aux enfants favorisant ainsi leur (ré)insertion ;
- fournir aux ENAES et EAFGA des services de recherche et de réunification familiale et/ou prise en charge alternative appropriée ;
- améliorer l'accès des enfants et des femmes aux services de réponse, de mitigation de risques et de prévention des VBG et de la PSEA dans le contexte d'urgence sécuritaire et de la COVID-19 ;
- renforcer les mécanismes communautaires de protection des enfants contre les abus, l'exploitation, les violences, y compris celles sexuelles et basées sur le genre.



En termes d'acquis on peut retenir :



l'aménagement et l'équipement de onze (11) **Espaces Amis des Enfants** ;



l'organisation des activités psychosociales dans les EAE au profit de 11 593 enfants et adolescents déplacés internes et communautés hôtes de la zone d'intervention ;



l'intensification et l'accélération de l'accès aux services sociaux et de protection de l'enfance à 824 enfants à besoins spécifiques et leurs familles ;



la sensibilisation de 8 377 PDI et populations hôtes sur les **risques de violences, d'exploitation, d'abus, de séparation familiale**, d'EAFGA, de VBG etc ;



la formation de 35 adolescent-e-s sur **les compétences de vie et projet économiques** à Gorom-Gorom et à Dori ;



l'identification, la documentation, la réunification et la prise en charge alternative de 104 ENAES et EAFGA ou à risque d'EAFGA ;



l'identification et la formation de 15 familles d'accueil de remplacement en collaboration avec le service social à Gorom-Gorom et à Dori ;



l'organisation de causeries éducatives au profit de 3 741 personnes sur **l'atténuation des risques de VBG, la prévention pour lutter contre les VBG** ;



l'organisation de causeries éducatives au profit de 3 177 personnes sur **les mécanismes et l'accès à un canal sûr et accessible de dénonciation des abus et d'exploitation sexuels, et des VBG** ;



la prise en charge de 50 femmes et d'enfants en **situation humanitaire** survivants de violence basée sur le genre (VBG) ou victimes de PSEA ;



la mise en place et l'appui de **75 Cellules Communautaires de Protection de l'Enfance (CCPE)** ;



la formation de 60 membres des Cellules Communautaires de Protection de l'Enfance sur la **prévention des violences, abus et exploitation contre les enfants, la séparation familiale, etc.**





Le MDC de Djibo et l'équipe projet UNIJED lors de l'atelier d'interface (personnel soignant et usagers) pour la finalisation du BCP



Les participants pendant l'atelier d'interface

1.3. Appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communes de Mopti au Mali et du Soum au Burkina Faso



Durée :
48 mois (de septembre 2020 à août 2024)

Durée de mise en œuvre : 12 mois (de janvier à décembre 2021)



Budget :
83 230 571 FCFA



Financement :
Union européenne

Les crises politiques et sécuritaires qui secouent le Mali et le Burkina depuis respectivement 2012 et 2014 ont un impact dévastateur sur l'activité économique et les conditions de vie des populations les plus enclavées et défavorisées. Dans ces zones, l'intensification des opérations militaires et des repréailles des groupes armés non étatiques a conduit au retrait progressif des rares représentants de l'État présents et à l'interruption des services sociaux de base (ex. : éducation, santé, justice, administration). Au dernier trimestre 2018, la plupart des élus municipaux de Baraboulé, Pobé Mengao, Nassoumbou et Diguel sont partis à Djibo, voire à Ouagadougou d'où ils appuient les derniers services publics encore fonctionnels. En mi-septembre 2019, les forces de police de Djibo se sont repliées sur Ouagadougou, arguant de leur incapacité à protéger efficacement la ville et ses environs du fait de la

perte de terrain enregistrée par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Parallèlement, au Mali, les trois sous-préfets et deux des trois maires de Haïré, Mondoro et Hombori se sont relocalisés à Douentza. L'insécurité grandissante a également déclenché des déplacements massifs de population, principalement au Burkina.

C'est au regard de ce qui précède que la Délégation de l'Union européenne (DUE) a lancé des appels à projets dans le cadre du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 Sahel.

C'est à la faveur de cet appel à projets que le Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC) a vu le jour avec pour objectif d'apporter un appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communautés de Mopti au Mali et du Soum au Burkina Faso.

Il est à cheval entre le Mali (région de Mopti, cercle de Douentza) et le Burkina Faso (région du Sahel, province du Soum).

Le PARIC est un consortium de cinq (05) organisations dont deux (02) internationales (International Rescue Committee, Solidarités International) et trois (03) locales (UNIJED et AGED au Burkina, et DELTA SURVIE au Mali).

Le PARIC est dirigé par IRC, Solidarités International en assure la codirection et les trois autres organisations constituent des codemandeurs.

Il est prévu pour durer 48 mois (septembre 2020-août 2023).

L'UNIJED/Afrique s'occupera du volet « Gouvernance et cohésion sociale » dans le consortium avec une enveloppe estimée à quatre cent trente-cinq millions huit cent soixante-douze mille (435 872 000) FCFA.



Le programme a pour objectif général de :

Contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et face aux conflits, et la cohésion sociale des populations vulnérables dans les communes les plus fragiles du Liptako-Gourma.

Il se décline en deux objectifs spécifiques et cinq résultats que sont :

Objectifs spécifiques :

OS1 : Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales, en renforçant de manière durable et structurelle la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;

OS2 : Appuyer les communautés et les institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.

Résultats attendus :

Résultat 1 : Favoriser l'accès (de 2 318 ménages très vulnérables) à un système de protection sociale ;

Résultat 2 : 192 690 personnes ont accès aux services nutritionnels de base ;

Résultat 3 : 4 068 ménages voient leurs moyens d'existence préservés, renforcés et diversifiés ; 2 318 ménages très pauvres bénéficient d'un paquet multisectoriel d'assistance ;

Résultat 4 : Les relations entre les habitants et les représentants des autorités de l'État dans les communes du projet sont améliorées ;

Résultat 5 : La cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits sont améliorées, au profit des habitants des communes du projet.

Les activités réalisées au cours de cette année 2021 sont les suivantes :



la sélection de **52 PFC** en **Assemblée générale** par les communautés ;



la formation de 52 PFC à l'**analyse, à la prévention et à la gestion des conflits** ;



la conduite d'une **analyse de la gouvernance** dans chacun des 52 villages par les PFC ;



l'appui à l'**amélioration de la redevabilité des services médico-nutritionnels** à travers l'élaboration du Bulletin Communautaire de Performance (BCP) et du Plan Conjoint d'Amélioration de la Santé (PCAS) ;



l'appui à l'**amélioration de la gouvernance et de la redevabilité des autorités locales et des services déconcentrés** à travers la formation de 36 personnes dont 5 femmes ;



le recensement de 42 cas d'**infractions commises par les agents de l'État et les élus** ;



la formation de **22 Agents dont 4 femmes des services de l'État sur les droits humains** ;



la conduite d'une **analyse des conflits et des vulnérabilités** dans chacun des 52 villages par les PFC.



Atelier de formation des autorités coutumières et religieuses sur leurs rôles et responsabilités dans la prévention et la gestion des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.



Entretiens (focus groupes) avec les hommes, les jeunes et les femmes sur l'analyse de la gouvernance dans la commune de Djibo.

1.4. Projet continuum de services VIH au profit des personnes déplacées internes et réfugiées dans les zones touchées par l'insécurité au Burkina Faso



Durée :
4 mois (de mars à juin 2021)



Budget :
5 828 000 FCFA



Financement :
SP/CNLS-IST/VIH

Au cours des trois dernières décennies, des situations d'urgence complexes résultant de conflits et de catastrophes naturelles ont été de plus en plus nombreuses dans le monde avec pour conséquence, un nombre important de personnes affectées dans le monde.

En 2013, les situations d'urgence ont touché 314 millions de personnes dont 1,7 million vivant avec le VIH. La majorité (1,3 million ou 82%) de ces PVIH vivait en Afrique subsaharienne (ONUSIDA).

Depuis 2016, le Burkina Faso connaît une crise sécuritaire qui a conduit à une crise humanitaire ayant pour conséquence un déplacement interne important de populations. À la date du 31 décembre 2021, le Burkina dénombreait 1 579 976 personnes déplacées internes réparties principalement dans les régions du Centre-Nord (566 132), du Sahel (512 916), du Nord (166 367), de l'Est (147 990), de la Boucle du Mouhoun (50 054).

Actuellement, toutes les régions accueillent des personnes déplacées internes avec des proportions plus ou moins variables.



Séance de causerie à Arbinda sur la DSSR dans une mosquée.

La situation de crise sécuritaire que le pays a connue ces dernières années a entraîné la fermeture de plusieurs formations sanitaires dans les régions touchées. Cette fermeture a eu des répercussions sur la fourniture des soins.

Cet ensemble d'éléments réduit l'accessibilité des PVIH connues et non connues aux services VIH. Cette absence ou mauvaise qualité des services facilite la transmission du VIH/SIDA car même les précautions universelles ne sont pas prises et les préservatifs ne sont pas disponibles.

Par ailleurs, en situation d'urgence, les normes sociales réglementant le comportement sont souvent affaiblies. Ainsi, les femmes et les enfants qui représentent 85% de ces personnes déplacées courent des risques accrus de violence. Les femmes, les adolescentes, voire les enfants peuvent être amenés à avoir des relations sexuelles pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

Face à cette situation, les efforts d'accompagnement du Gouvernement burkinabè ont été traduits par la mise en œuvre d'un plan d'urgence révisé estimé à 187 millions de dollars qui concerne les domaines de la sécurité alimentaire, la gestion des conséquences de l'insécurité, la santé, la nutrition, la préparation et la coordination des urgences.

Toutefois, force est de constater que malgré les soutiens apportés aux populations déplacées internes par l'État et ses partenaires, certains besoins restent non couverts et d'autres insuffisamment satisfaits. Au titre des besoins qui restent à couvrir, il y a la question de la santé.

Pour répondre à ces besoins non satisfaits, le Conseil National de Lutte contre le Sida et les IST (CNLS-IST) et ses partenaires ont lancé en août 2020 le projet Continuum des services VIH au profit des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des réfugiés dans les régions suscitées.



Photo de famille des participants à la formation des animateurs

Dans la région du Sahel, les activités sont mises en œuvre par l'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique) et coordonnées par le Conseil burkinabè des Organisations de Développement Communautaire (BURCASO).

Le bilan de la mise en œuvre a donné les résultats suivants :



1 179 PDI dépistées dans les 4 communes ;



1 115 PDI sensibilisées sur le VIH, la DSSR et la tuberculose ;



22 PV-VIH perdues de vue retrouvées dont 17 femmes ;



605 personnes dont 524 femmes et filles en âge de procréer sensibilisées sur le e-TME (Élimination de la Transmission Mère Enfant du VIH).



Séance de causerie sur le e-TME à Arbinda



Séance de causerie éducative avec les femmes au quartier petit Pari de Dori



Séance de causerie éducative sur la SSR à Dori

1.5. Mise en oeuvre de la lutte contre le VIH-SIDA et les IST au profit des jeunes et adolescents dans la commune de Dori

La mise en œuvre du Cadre Stratégique National de lutte contre le Sida (CSN-SIDA) 2021-2025 prévoit l'élaboration d'un plan national multisectoriel et de plans régionaux multisectoriels (PRM). Cette approche permet un meilleur suivi des interventions sectorielles. C'est à cet effet que le département chargé des entités territoriales et les chefs d'antennes rencontrent les organisations communautaires, les faitières pour échanger avec elles sur les appels à projets de lutte contre le SIDA, le VIH et les IST dans les treize régions administratives du pays.

La précarité de la situation économique, telle qu'elle apparaît à travers les données sur la pauvreté au Burkina Faso, constitue un facteur de vulnérabilité de certaines catégories socioéconomiques (notamment les jeunes et les femmes), face au VIH/SIDA et un obstacle à l'accès aux services de santé.

La situation de la femme face au VIH reste toujours marquée par de multiples facteurs socioculturels, économiques et physiologiques qui la rendent particulièrement vulnérable au VIH.

Les facteurs socioculturels ont trait à la gestion de la sexualité, la participation à la prise de décision, aux pratiques néfastes à l'endroit de la femme (excision, lévirat, sororat, mariages forcés et précoces). Bien que le statut de la femme ait connu une certaine amélioration ces derniers temps, sa dépendance économique et son faible niveau d'éducation restent importants. La constitution physiologique de la jeune femme fait qu'elle est plus facilement contaminée par le VIH que l'homme. La couverture en soins de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant reste faible.

La situation de la séroprévalence

Suite à une intensification progressive de la lutte contre le VIH/SIDA et les IST, marquée par la mise en œuvre de plans d'actions successifs, le taux de prévalence du VIH/SIDA et des IST connaît aujourd'hui une stabilisation significative, voire une baisse tendancielle passant de 7,17% en 1997 à 6,5% en fin 2001 et à 4,2% en fin 2002, selon la méthode utilisée par l'OMS/ONUSIDA basée sur la sérosurveillance par site sentinelle. Cette prévalence serait de 2,7% en 2003. Les résultats de l'enquête démographique et de santé (2003) indiquent que la séroprévalence moyenne s'est établie à 1,8% dans la population générale. Cette prévalence au niveau national présente néanmoins des disparités régionales selon le milieu de résidence et selon le genre. La ville de Ouagadougou enregistre le plus fort taux de séroprévalence, soit 4,4%, la région du Sud-Ouest 3,8%, la région des Cascades 2,5%, la région de la Boucle du Mouhoun 2,4%, la région du Centre-Ouest 2,2%, la région du Sahel avec le plus faible taux 0,1%. La prévalence est beaucoup plus élevée en milieu urbain (3,7%) qu'en milieu rural (1,3%). Les résultats présentés selon le genre indiquent un taux de séroprévalence sensiblement égal pour les femmes et pour les hommes (1,8% et 1,9%). Pour ce qui concerne les tranches d'âge 15-19 ans, 20-24 ans et 35-39 ans, les femmes sont particulièrement les plus infectées par le VIH. Par contre, le taux de prévalence est globalement plus élevé chez les hommes âgés de 30 à 34 ans.

Tirant leçon de cette expérience, le Gouvernement burkinabè, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a décidé de lancer un avis à manifestation

d'intérêt pour recruter des organisations disposant d'une certaine expérience pour accompagner le SP/CNLS dans la réponse contre le VIH en milieu jeune surtout.

Le bilan de la mise en œuvre donne les résultats ci-après :



Supervision du Chef d'antenne SP/CNLS Sahel.



Séance de théâtre-forum au quartier Windou de Dori.

Tableau 1 : Bilan d'exécution physique des activités du plan

Activités	Prévision	Réalisation
Impact 1 : Les nouvelles infections à VIH sont réduites de 75% à l'horizon 2025		
Activité 1 : Organiser 30 causeries éducatives au profit de 750 jeunes et adolescents sur la prévention du VIH, des IST et la SSR	30	30
Activité 2 : Organiser 2 théâtres-fora au profit de 300 adolescents(e)s et jeunes de 10-24 ans sur la prévention du VIH, des IST et la SSR	2	2
Activité 3 : Réaliser 2 sorties de 2 jours de dépistage VIH en stratégie avancée au profit de 200 adolescent(e)s et jeunes de 10-24 ans	4	4
Activité 4 : Organiser 3 actions de recherche de perdus de vue pour retrouver 6 PVVIH perdus de vue (PDV)	3	3

Tableau 2 : Bilan de l'exécution physique par catégorie de prestation

Catégories de prestations	Prévision (A)	Réalisation (B)			Taux de réalisation (C) = (B)/(A)*100
		F	H	T	
1. Interventions ciblées (IEC/CCSC, dépistage, distribution de préservatifs....)					
Jeunes scolarisés et jeunes non scolarisés (Causeries éducatives)	750	541	239	780	104%
Jeunes scolarisés et jeunes non scolarisés (Théâtre-forum)	300	150	128	278	92,66
Jeunes scolarisés et jeunes non scolarisés (dépistage)	200	38	172	210	105%
2. Soins et traitement PEC communautaire					
Recherche des perdus de vue	6	3	5	8	133,33%

Activités hors projets

Établissement d'actes de naissance

L'UNIJED et Terre des Hommes Lausanne entretiennent des relations de partenariat relatif à l'état civil depuis bientôt deux ans. C'est un partenariat qui consiste à mutualiser les efforts pour une réponse adéquate et urgente à la protection, notamment la documentation civile. Aussi, l'UNIJED accompagne Terres des Hommes Lausanne dans l'exécution de ses activités relatives à l'enregistrement des naissances dans la commune de Djibo.

Renforcement des capacités des agents de l'UNIJED

Dans le cadre du projet « ECHO PPP », l'UNIJED bénéficie, depuis l'année dernière, de l'accompagnement de « Save the Children » à travers une série d'activités visant le renforcement des capacités dans le cadre de la localisation. Ce renforcement des capacités concerne plusieurs thématiques, notamment l'éducation en situation d'urgence, l'amélioration de la qualité de la réponse dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence. L'UNIJED a accueilli en 2021 trois stagiaires (2 filles et 1 garçon) dont deux à Dori et 1 à Ouagadougou.

Outre, les activités du projet, l'UNIJED/Afrique a pu, grâce à ses ressources humaines, organiser de nombreuses activités en 2021. Il s'agit de :



l'organisation des activités entrant dans **le cadre de la commémoration de l'an V de l'enlèvement du Dr Elliot** le 15 janvier 2021 ;



la conférence de presse du 29 mai 2021 tenue à l'entrée de Djibo pour **prendre à témoin l'opinion nationale et internationale sur la dégradation de l'état de la route Djibo-Kongoussi** en général et en particulier la réparation immédiate du pont d'affranchissement situé à l'entrée de la ville ;



la participation à la marche pour demander **la reprise des travaux de bitumage de la RN 22 (Djibo-Ouaga)** le 12 juin 2021 ;



l'accompagnement du district sanitaire dans **la collecte de sang** au profit de la banque de sang.

2. NOS PARTENAIRES EN 2021

2

L'UNIJED/Afrique est en partenariat avec plusieurs structures, ONG et bailleurs. Grâce à leur accompagnement technique et financier, l'UNIJED/Afrique a pu mettre en œuvre plusieurs projets. Avec certains, des bases de collaboration ont été amorcées dans le dernier trimestre de l'année avec

des propositions concluantes pour le début d'année.

Grâce à sa capacité de fidélisation de partenaires et celle de recherche de partenaires, l'UNIJED/Afrique collabore avec plusieurs structures que sont :



3. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

3

Les difficultés et les obstacles font partie de toute œuvre humaine surtout les actions de développement dont leurs succès sont tributaires à la fois du contexte national et international, de la situation sociopolitique locale et de l'engagement des acteurs.

Ces difficultés majeures rencontrées sont :

le difficile accès de nos équipes à certaines zones d'intervention ;

la fragilité et la volatilité de la zone pouvant découler des conflits communautaires ou affrontements entre forces étatiques et Groupes Armés d'Opposition (GOA) ;

le retard dans le financement de certains projets ;

la rupture de la connexion et de la communication due au sabotage des installations par les GOA ;

les difficultés opérationnelles et de conduite de certaines activités dans le contexte actuel.

4. ACQUIS & PERSPECTIVES

4

4.1 Acquis



L'existence d'un **référentiel sur la gouvernance** dans la commune de Djibo pour le PARIC et les autres acteurs ;



L'existence d'un **référentiel sur les conflits et les vulnérabilités** dans la commune de Djibo ;



Le renforcement des capacités des élus locaux et du Conseil municipal de Djibo sur leurs rôles et responsabilités dans la prévention et la gestion des conflits ;



L'accompagnement de la commune de Djibo à travers la tenue d'une **session extraordinaire du Conseil municipal sur la cohésion sociale** ;



Le règlement de certains différends au niveau village grâce à l'**implication des superviseurs et points focaux communautaires** ;



Le renforcement de la diplomatie associative (adhésion au SPONG, Cluster national protection, la consolidation des acquis avec les partenaires habituels et de nouveaux partenaires) ;



L'ouverture du bureau de représentation de Ouagadougou.

4.2. Perspectives

- La poursuite des initiatives pour l'ouverture des bureaux dans le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun ;
- Le démarrage des travaux de construction du siège de l'association à Djibo ;
- Le renforcement du leadership de l'organisation ;
- Le renforcement de la valorisation du capital humain de l'organisation ;
- L'ouverture de bureaux pays à Bamako et à Niamey.

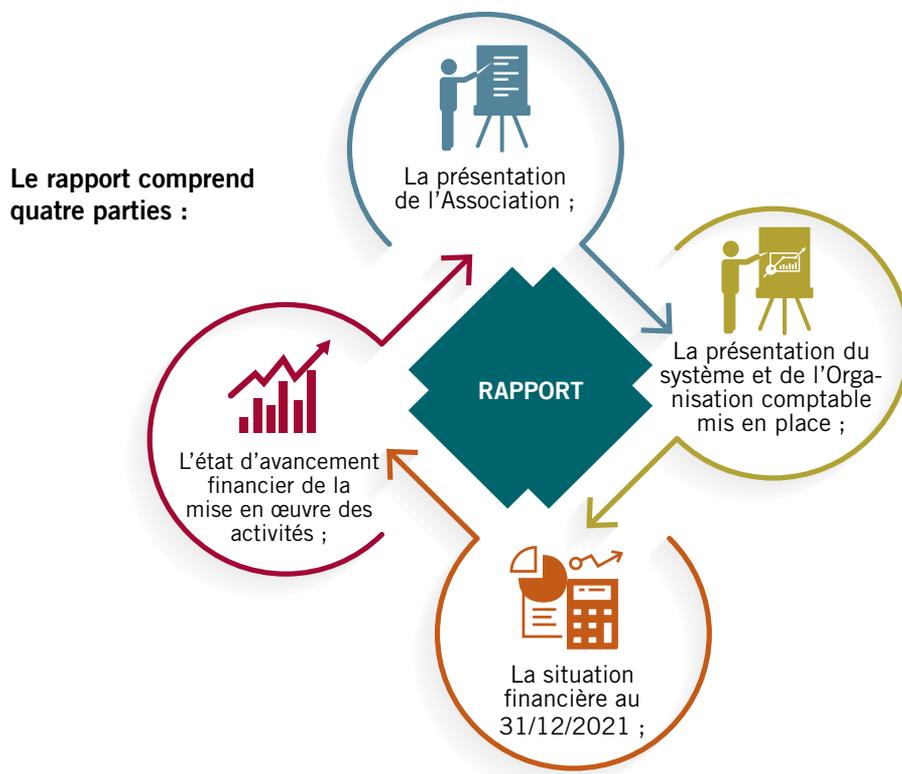
5. SITUATION FINANCIÈRE

5

Conformément aux dispositions financières du statut de l'UNIJED/AFRIQUE, le Secrétariat exécutif vous présente le rapport financier de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Le présent rapport financier couvre la période du 01^{er} janvier au 31 décembre 2021.

Il a été élaboré par le service financier sous la responsabilité du Secrétaire exécutif afin de rendre compte de l'utilisation des fonds et de l'application des principes d'économie et d'efficience pour la période considérée. Il permet, en particulier, de vérifier que :



Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs, mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Exécutif
Ismaël TRAORÉ

**6. SYSTÈME ET
ORGANISATION
COMPTABLE
MIS EN PLACE**

6

6.1 Organisation comptable

L'organisation comptable de l'UNIJED/Afrique répond aux exigences de régularité et de sécurité pour assurer l'authenticité des écritures de façon à ce que la comptabilité puisse servir à la fois d'instrument de mesure des droits et obligations de partenaires de l'UNIJED/Afrique, mais aussi d'instrument de preuve, d'information des tiers et de gestion.

L'organisation comptable au sein de l'UNIJED/Afrique permet :

- une programmation prévisionnelle du budget ;
- la tenue journalière de la comptabilité ;
- l'élaboration des états financiers à bonne date.

6.2 Système comptable mis en place

L'UNIJED/Afrique tient une comptabilité de trésorerie. En effet, les enregistrements sont faits uniquement après le règlement de la facture. Le volume d'écritures à traiter est ainsi réduit et permet de gagner du temps. Toutefois, l'Association tient l'inventaire des engagements.

Elle procède à un rapprochement bancaire mensuel permettant d'établir la concordance entre les comptes et la situation bancaire effective.

6.3 Situation financière au 31/12/2021

Le montant total des ressources mobilisées par l'UNIJED/Afrique au titre de l'exercice 2021 est de **cent quatre-vingt-six millions six cent soixante mille quatre cent trente-neuf (186 660 439) FCFA**.

SOURCES	MOBILISE (CFA)	DÉPENSE (FCFA)	ENGAGEMENT (FCFA)
Frais de gestion, contribution aux salaires et aux fonctionnements des projets, cotisation des membres et frais d'adhésion	186 660 439	186 220 117	440 322

Le montant total des dépenses au titre de l'exercice 2021 est de **cent quatre-vingt-six millions deux cent vingt mille cent dix-sept (186 220 117) FCFA**, soit un taux de **99,76% par rapport aux prévisions**.

L'exercice est clôturé avec des engagements à hauteur de **quatre cent quarante mille trois cent vingt-deux (440 322) FCFA**. Cette dette est constituée des déclarations de la CNSS de décembre 2021 non reversées.

6.4 État d'avancement financier de la mise en oeuvre des projets

L'UNIJED/Afrique, au cours de l'année 2021, a conduit **cinq (05)** projets avec une enveloppe financière de **Cent quatre-vingt-six millions six cent soixante mille quatre cent trente-neuf (186 660 439) FCFA**. Il s'agit de :

- le PADS/PROGETTOMONDO financé par le Fonds mondial ;
- le projet de protection de l'enfant en situation d'urgence financé par l'UNICEF ;
- le PARIC financé par l'Union européenne dans le cadre du Programme de Développement d'Urgence (PDU) ;
- le BURCASO/SP/CNLS, projet financé par le budget de l'État ;
- le Continuum des soins VIH au profit des PDI demandeurs d'asile et des réfugiés.

En résumé, la situation budgétaire desdits projets est logée dans le tableau ci-dessous.

N° ordre	Projets/ Programmes	Financement	Budget du programme	Budget 2021	Montant mo- bilisé	Montant dépensé	Disponible sur fonds reçu	Engage- ments au 31/12/19	Taux d'exécution
1	PADS/ PROGETTO- MONDO	État	9 030 028	9 030 028	9 030 028	9 030 028	-	-	100%
2	UNICEF	UNICEF	87 571 840	87 571 840	87 571 840	87 571 840	-	-	100%
3	PARIC	Union européenne	435 872 275	83 230 571	83 230 571	82 790 249	440 322	440 322	99,47%
4	SP CNLS	SP/CNLS	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	-	100%
5	BURCASO Continuum du service VIH	SP/CNLS	5 828 000	5 828 000	5 828 000	5 828 000	-	-	100%
TOTAUX			539 302 143	186 660 439	186 660 439	186 220 117	440 322	440 322	99,76%

CONCLUSION

L'année 2021 a connu une hausse significative de la mobilisation des ressources financières par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par le relèvement du niveau de financement pour être en conformité avec les besoins réels.

En résumé, l'exercice 2021 a connu une consommation budgétaire de **cent quatre-vingt-six millions deux cent vingt mille cent dix-sept (186 220 117) FCFA** sur un budget estimé à **cent quatre-vingt-six millions six cent soixante mille quatre cent trente-neuf (186 660 439) FCFA**, soit un taux d'exécution de **99,76%** contre **81,99%** pour l'exercice 2020.

Nonobstant les difficultés liées à la situation sécuritaire et au contexte sanitaire, l'UNIJED/ Afrique a mis en œuvre cinq (05) projets et mobilisé un montant total de **cent quatre-vingt-six millions six cent soixante mille quatre cent trente-neuf (186 660 439) FCFA** et dépensé au **cent quatre-vingt-six millions deux cent vingt mille cent dix-sept (186 220 117) FCFA** avec un taux d'exécution annuel de **99,76%**.

BP 217 DJIBO, Province du Soum
Bureau pays : OUAGADOUGOU, Cité An 3, Avenue du capitaine KOANDA
Djibo : 24 56 08 09/76 56 90 16/79 10 59 88
Ouagadougou : 70 85 90 64/64 06 09 89
Dori : 72 16 59 78/74 37 12 03
Ouahigouya : 70 04 35 60/64 36 56 20
Facebook : @Unijed.Afrique
Twitter : @UnijedAfrique
Email : unijedsoum2002@yahoo.fr • unijed.afrique@unijed.org
Site web : www.unijed.org